

La bataille agricole pour le ravitaillement du pays

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **33 (1941)**

Heft 1

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384253>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La bataille agricole pour le ravitaillement du pays.

M. le Dr F. Wahlen, chef de la section de la production agricole et de l'économie domestique de l'Office de guerre pour le ravitaillement a présenté récemment devant la Société des agriculteurs suisses un exposé magistral sur « les tâches de notre agriculture pour assurer le ravitaillement du pays pendant la guerre ». Nos lecteurs trouveront ici un résumé du programme développé par M. Wahlen.

« La situation économique de la Suisse est aujourd'hui beaucoup plus sérieuse qu'il y a un an et qu'en 1914/18, du fait de l'arrêt presque total de nos importations.

Ce serait une grave erreur de spéculer sur la fin prochaine de la guerre. Nous devons au contraire nous engager à fond dans l'austérité alimentaire inévitable avec, comme mots d'ordre:

1. Economie rigoureuse de tous les stocks et des matières premières.

2. Utilisation à fond de toutes les matières premières inutilisées ou mal utilisées jusqu'ici (y compris les déchets de toutes sortes et les succédanés).

3. Organisation intégrale et efficace de tous les moyens matériels de production.

4. Organisation intégrale de la main-d'œuvre, notamment pour la production des denrées alimentaires.

1. *L'utilisation des stocks et des matières premières.*

Nos stocks et nos matières premières vont s'épuisant. Aussi l'Etat doit-il en surveiller l'emploi, dans l'intérêt de toute la nation, car on ne peut pas suffisamment compter sur notre esprit de communauté, comme les récentes vagues d'accaparement l'ont démontré.

D'une façon générale, la constitution de stocks privés doit céder le pas au contingentement et au rationnement.

L'agriculture est doublement intéressée à l'utilisation rationnelle des machines, des carburants et de la main-d'œuvre. Il serait inutile de vouloir maintenir la production industrielle et artisanale à sa cadence actuelle et de s'exposer ainsi à l'épuisement complet de nos matières premières; ce serait ouvrir toute grande la porte du chômage.

Un plan à larges vues s'impose, qui doit sérier les besoins de l'économie selon leur urgence.

2. *L'utilisation des matières premières et des déchets jusqu'ici négligés.*

Il incombe aux milieux professionnels d'organiser le ramassage et la récupération de tout ce qui, sans cela, se perd inutilement.

Ce sont les pays pauvres en matières premières, comme le nôtre, qui ont le plus grand intérêt aux ersatz, dont on se moque tant, et dont quelques-uns sont en bonne voie de supplanter définitivement le produit original, chez nous aussi.

3. *L'utilisation rationnelle des moyens de production.*

Ce problème est particulièrement important pour l'agriculture non seulement du point de vue de l'exploitation privée, mais de l'économie dans son ensemble.

a) *Les semences*: Les besoins en grains et en tubercules de semences sont heureusement assurés pour le printemps grâce à la prévoyance des autorités. Mais il est de la plus haute importance de les utiliser rationnellement. Le renouvellement à fond des semences et des semenceaux organisés par les offices cantonaux et communaux actifs devrait augmenter nos récoltes de 5 à 10 pour cent, ce qui représente un gain de 10 à 20,000 hectares de terres cultivées, sans frais ni travail additionnels.

De grandes économies peuvent ainsi être faites pour la culture maraîchère, où l'on gaspille généralement les graines.

b) *Les fourrages*: C'est la pénurie qui impose ici des mesures radicales. L'affouragement individuel doit être pratiqué sur toute la ligne: aucun animal de la ferme ne doit recevoir plus de fourrage concentré que son rendement le justifie. La ration de fourrage grossier doit aussi être proportionnée à sa qualité.

Fort heureusement aussi, la législation relative au commerce des matières auxiliaires de l'agriculture est en voie de revision, pour la protection des agriculteurs, notamment en ce qui concerne les fourrages.

Les fourrages d'hiver doivent être conservés plus rationnellement afin d'éviter les pertes des matières nutritives qui atteignent 40 pour cent environ par la fenaison ordinaire. Ces pertes sont insupportables en temps de guerre.

c) *Engrais*: Fort heureusement, nos sols de plaine ont été suffisamment pourvus de potasse depuis une vingtaine d'années. Par contre, ils manquent encore d'acide phosphorique que nous ne pouvons pas importer (nous produisons au pays suffisamment d'azote et l'Allemagne nous livre la potasse).

Notre principal problème est donc de conserver minutieusement le fumier de ferme et tous les détrituts qui contiennent de l'acide phosphorique, puis de les réserver à la fumure des cultures intensives.

Pour le moment, les prairies peuvent se passer d'engrais, ayant été généralement bien pourvues de scories Thomas.

d) *Machines*: L'industrie des machines agricoles doit être pourvue des matières premières nécessaires si l'on veut assurer la priorité à la production des denrées alimentaires dans le plan économique.

En aucun cas, l'extension de la culture ne doit se heurter au manque de machines et d'instruments aratoires.

e) *Carburants*: L'agriculture doit avoir une réserve de carburants proportionnelle au ralentissement de l'importation et dont l'importance est aussi grande pour elle que pour l'armée.

Les carburants doivent être livrés à l'agriculture à prix réduits, par rétrocession des droits d'entrée. Enfin, l'étude des ersatz de carburants pour les tracteurs agricoles doit être poussée aussi énergiquement que pour les camions.

4. *L'organisation de la main-d'œuvre.*

De la main-d'œuvre en suffisance, c'est là la condition la plus importante d'une nouvelle augmentation de la production, alors que depuis le début de la guerre elle ne figure que comme qualité négligeable dans le programme économique.

Des dizaines de milliers de travailleurs agricoles additionnels sont indispensables pour réaliser le programme de production. Tout ce qui a été fait jusqu'ici dans ce domaine n'a été que palliatif.

L'agriculture est entrée en guerre avec une pénurie chronique de main-d'œuvre. Il est des années où nous avons eu près de 100,000 chômeurs citadins, alors que la terre manquait de bras qualifiés.

Les programmes de création de travail ont toujours tenu compte en premier lieu de la construction parce qu'on peut y employer le plus de main-d'œuvre non qualifiée.

Ces programmes ont été les plus sérieux concurrents du marché du travail agricole en ce qu'ils ont permis aux déserteurs de la terre de gonfler les rangs des manœuvres et des ouvriers de l'industrie non qualifiés.

On estime que si les prix des produits agricoles lui avaient permis de mieux payer sa main-d'œuvre en été 1939, l'agriculture aurait pu engager 30,000 à 40,000 travailleurs de plus.

La mobilisation est survenue qui lui a enlevé plus du double de ce nombre de travailleurs et des plus qualifiés, au moment même où l'on exigeait d'elle une plus grosse capacité de production.

Le grand élan d'aide citadine à l'agriculture du début de la guerre est tombé à plat en partie parce que de nombreux citadins n'ont pas trouvé le travail des champs aussi idyllique qu'ils se le figuraient, en partie parce que les paysans eux-mêmes n'ont pas toujours su apprécier justement cette aide bénévole, quoique un peu maladroite parfois. Puis sont venues les malheureuses discussions sur les prix, parfois dénuées de toute aménité de part et d'autre.

Durant la première année de guerre, la possibilité d'importer a constamment engagé les autorités à subordonner exagérément la défense économique à la défense militaire dans le domaine de la main-d'œuvre.

On est cependant arrivé à comprendre que le paysan défend autant son pays en cultivant le sol qu'en le gardant l'arme au pied.

Cette manière de voir doit se généraliser si l'on veut réaliser le programme de ravitaillement du pays le printemps prochain. Il faut avant tout que soient libérés des catégories A et B des services complémentaires les hommes recrutés à la campagne et que soient exemptés du service les chefs d'exploitation et les ouvriers agricoles qualifiés des plus anciennes classes, recrutés lors des visites sanitaires extraordinaires.

C'est en effet un non-sens de gaspiller pour ces hommes-là indispensables à la défense économique, même en cas de mobilisation, les frais élevés d'équipement et d'instruction pour les remplacer à leur travail par des hommes du service actif mais en congé.

Mais toutes ces mesures ne suffisent pas pour assurer l'augmentation indispensable de la production. Il faudrait encore :

a) Obliger les industriels à établir un état de leur personnel capable de travailler à la campagne afin de licencier tout d'abord cette main-d'œuvre-là en cas de réduction du travail par manque de matières premières, etc.

b) Mobiliser dans l'armée les chômeurs incapables de travailler à la campagne pour y remplacer les paysans ou les ouvriers qualifiés d'autres industries vitales.

En principe, interdire aux campagnards de faire du service militaire volontaire comme durant la période des travaux de l'automne dernier. Actuellement déjà, trop de domestiques préfèrent le service militaire continu, parce qu'il leur est matériellement plus avantageux et que la vie y est beaucoup plus facile.

Grouper les chômeurs que l'on ne peut employer ni dans les exploitations agricoles ni dans l'armée dans les camps de travail chargés d'augmenter la production du sol (améliorations foncières, mise en culture de terrains incultes, défrichements, épierrage de pâturages alpestres, drainages, irrigations, remaniements parcelaires, chemins de dévestiture, etc.). Des milliers d'hectares pourraient ainsi être récupérés pour la culture. Des essais suffisants ont prouvé, par exemple, que nous pourrions produire de fortes récoltes de semenceaux de pommes de terre (1000 à 2000 wagons sur 4000 à 5000 hectares de pâturages actuellement de peu de rapport) entre 1400 et 1800 mètres d'altitude. Cela nous rendrait presque indépendants de l'étranger sur ce point.

Nous avons là une belle occasion de démontrer que la démocratie n'est pas ankylosée.

c) Le service civil obligatoire. Il n'a malheureusement pas donné pour l'agriculture les résultats directs qu'on en attendait, n'ayant pas été appliqué assez résolument. Ce service devrait être conduit militairement. En effet, on ne voit pas pourquoi un jeune Suisse appelé à défendre son pays militairement devrait être plus mal placé que celui qui est mobilisé pour la défense économique, tout aussi importante et nécessaire. Et cela suggère la transformation temporaire du service d'instruction militaire préparatoire en

un service économique sous discipline militaire pendant la période de misère économique que nous traversons.

Puis, la main-d'œuvre non qualifiée ainsi dirigée sur l'agriculture et qui bénéficiait d'un salaire plus élevé que l'ouvrier agricole attiré, a donné naissance à une classe privilégiée, ce qui ne peut qu'aggraver l'exode de la campagne.

Enfin, il y aurait lieu d'employer davantage le service civil obligatoire à la construction de logements pour les ouvriers agricoles.

d) Le service d'entr'aide paysanne. Il doit être développé au maximum dans toutes les localités campagnardes avec la collaboration des offices locaux de la main-d'œuvre ou des cultures créées par l'arrêté fédéral du 6 avril 1939 relatif à l'extension des cultures et auxquels devraient être accordées à cet effet des compétences officielles élargies.

Ce domaine doit être organisé de telle sorte que les vaillantes femmes de la campagne ne soient plus astreintes, comme l'année dernière, à des travaux exténuants qui dépassent de beaucoup leurs forces.

L'agriculture reconnaît les facilités accordées dans cet ordre d'idées par l'autorité militaire aux petits domaines exploités par un seul homme. Mais ces exploitations sont si nombreuses et leur productivité à un tel point réduite par l'absence du seul travailleur masculin que l'autorité civile devra leur aider aussi davantage que jusqu'ici.

Les cantons devront aussi entrer en action, notamment pour établir l'équilibre des besoins et de la fourniture de main-d'œuvre entre les communes. Des colonnes volantes de culture devraient être organisées en plus grand nombre dans les régions où la culture des céréales est la moins développée et où elles peuvent travailler avec des tracteurs sur les grandes superficies arrondies. Les colonnes pourvues d'animaux de trait seront organisées plutôt par les communes sur la base de l'entr'aide.

Peu importe le mode d'organisation, le principal c'est qu'aucune exploitation ne manque de main-d'œuvre, ni de traction animale ou mécanique, pour remplir la tâche qui lui est assignée.

La guerre peut durer des mois, mais aussi des années. Il serait criminel de ne pas nous organiser dès aujourd'hui en prévision de sa longue durée, même par des mesures qui auraient semblé inapplicables il y a quelques mois seulement et qui se révèlent aussi logiques qu'inévitables aujourd'hui.

5. Nos besoins de denrées alimentaires pendant la guerre.

Pour des motifs compréhensibles de politique économique extérieure, il n'est pas opportun de révéler ici les bases de nos calculs. Soit dit seulement qu'il aurait été dangereux de compter durablement sur certaines importations ou sur certains stocks aujourd'hui encore disponibles ou bien sur un changement radical du régime

d'alimentation de notre peuple pour favoriser la consommation de certaines plantes cultivées qui donnent beaucoup plus d'unités nutritives par hectares que d'autres.

La ration moyenne (compte tenu des enfants, des vieillards, des travailleurs manuels) a pu être notablement abaissée vu notre standard de vie élevé, mais elle est suffisante pour ne pas craindre la sous-alimentation. Elle tient compte non seulement des besoins en calories mais aussi des besoins diététiques de l'organisme. Quant aux rendements des cultures, qui varient beaucoup selon le temps, ils n'ont pas été calculés avec trop d'optimisme.

Céréales panifiables pour assurer une ration moyenne journalière de 250 grammes de pain, mélangé avec 10 pour cent de pommes de terre: 211,300 hectares (1914: 104,300 hectares).

Farine et gruau: en remplacement du blé dur et en partie du riz, pour la fabrication des pâtes alimentaires: 36,000 hectares.

Maïs pour la consommation et la semence du maïs fourrager: 5500 hectares.

Produits d'avoine (4 kilos par personne et par an): 17,300 hectares.

Produits d'orge (2 kilos par personne et par an): 7000 hectares (l'orge de brasserie non comprise).

La superficie en céréales pour les pâtes alimentaires et les produits d'avoine et d'orge est relativement très élevée. Pour redresser la disproportion entre les emblavures et les cultures sarclées, il y aura lieu de voir si l'on ne peut pas remplacer dans l'alimentation des céréales par de la pomme de terre. Ce serait aussi désirable en ce sens qu'on récolte autant de matières nutritives sur 1 hectare de pommes de terre que sur 2 hectares de céréales.

Pommes de terre (150 kilos par personne et par an, y compris la quantité nécessaire pour ajouter à la farine panifiable): 63,000 hectares.

Sucre: pour une ration mensuelle de 750 grammes, plus 5 kilos de sucre à confiture par personne et par an (c'est-à-dire réduction de la consommation de moitié et abolition de la préparation de la piquette et du sucrage des vins), puis pour la fabrication des conserves, du chocolat, etc., et l'alimentation des abeilles: 18,800 hectares.

Il est évident que la seule fabrique d'Aarberg ne suffira pas pour travailler la betterave récoltée et qu'il y aurait lieu d'en construire une en Suisse orientale.

Légumes: 15,000 hectares (sans compter les cultures intercalaires dans la vigne, les plantations de petits fruits et les cultures dérochées).

Chicorée: 956 hectares.

Pois et fèves (3 kilos par personne et par an): 2400 hectares (sans compter la culture intercalaire du soja qui devient intéressante).

Huile comestible (ration minimum 2 litres par personne et par an, soit environ ce qu'elle était il y a 30 à 40 ans): 10,800 hectares (dont $\frac{2}{3}$ de colza et $\frac{1}{3}$ de pavot).

Plantes textiles (lin, chanvre): 1500 hectares. C'est ici un minimum extrême qui ne couvre de loin pas les besoins, bien que l'on puisse retourner les habits pour les user des deux côtés (alors que l'on ne peut pas manger les mêmes nouilles deux fois).

Fourrage: Le calcul des quantités de fourrages nécessaires est basé sur la réduction indispensable du troupeau bovin et porcin, dans une mesure qui assure tout de même l'approvisionnement du pays en viande, en lait et en produits laitiers:

	Dernières statistiques (têtes)	Dans le nouveau régime (têtes)
Vaches	910,000	700,000
Autre bétail bovin	784,600	553,500
Porcs	958,700	542,700
Chèvres et moutons	486,100	600,000

Superficie nécessaire pour nourrir ce troupeau à côté des résidus de toutes sortes, du triage et de la transformation des céréales, du lait, des pommes de terre, des graines oléagineuses, de la betterave à sucre, des abattoirs, des ménages, etc.: 65,000 hectares d'avoine, 20,000 hectares d'orge, 20,000 hectares de pommes de terre.

Résumé de la répartition à atteindre.

1. Céréales.

	Hectares	Hectares
Céréales panifiables	247,300	
Avoine pour la consommation humaine	17,300	
Orge pour la consommation humaine	7,100	
Avoine fourragère	65,000	
Orge fourragère	20,000	
Total céréales		356,700

2. Cultures sarclées et industrielles.

	Hectares	Hectares
Pommes de terre pour la consommation humaine	63,000	
Pommes de terre fourragères	20,000	
Betteraves à sucre	18,800	
Betteraves fourragères	10,000	
Choux-raves	2,000	
Mélanges fourragers (comme culture principale)	2,000	
Légumes	15,200	
Chicorée	950	
Pois et fèves	5,400	
Maïs à grains	5,500	
Plantes oléagineuses	10,800	
Textiles (chanvre et lin)	1,500	
Tabac	1,200	
	156,350	
Dont à déduire cultures intercalaires	8,200	148,150
Total pour les produits des champs		504,850
		= 46,3 %

3. Cultures fourragères.

	Hectares	Hectares
Prairies artificielles (y compris la culture des graines de semence)	378,600	
Prairies naturelles	207,400	
	Total	586,000
		= 53,79 %
Total terres en culture (sans la vigne)		1,090,800
		= 100 %

Sont comptés dans le bilan des fourrages, 120,000 hectares de cultures fourragères intercalaires et dérobées, puis les pâturages alpestres qui ne figurent pas dans le tableau. Ne sont pas comptés non plus, 31,000 hectares de terre à litière qui seraient disponibles pour la culture, n'était-ce leur fort rendement en paille, enfin les terres à récupérer par défrichement et améliorations.

6. Les directives pour la réduction indispensable du troupeau national.

Le troupeau bovin doit être réduit d'environ 20 pour cent si nous voulons pouvoir le nourrir. Éliminer tout d'abord les animaux malades et non rentables que l'on rencontre surtout dans les étables surpeuplées. De cette façon, la diminution du rendement total sera proportionnellement moins forte que la réduction du nombre du troupeau. Conserver toutefois suffisamment d'animaux de trait, même augmenter le troupeau de bœufs.

Le troupeau chevalin sera augmenté d'environ 20 pour cent. On se rend compte que cela prendra du temps. En attendant, les chevaux internés peuvent nous rendre de précieux services.

Le troupeau porcin doit être réduit d'environ 50 pour cent, ce qui n'ira pas sans difficulté.

Limiter le nombre des porcs par exploitation agricole au fourrage produit sur le domaine; dans les fromageries aux résidus disponibles avec le moins de concentrés possible.

Le troupeau de chèvres et de moutons doit et peut être augmenté de 10 à 15 pour cent. Le nouveau programme de culture fournira suffisamment de paille et de déchets de céréales pour l'hivernage. Ce sera un bon appoint de viande et de laine.

Le troupeau de volaille doit être radicalement réduit pendant la période difficile de transition, quitte à être augmenté à nouveau quand le programme aura été atteint. La réduction s'appliquera en premier lieu aux parcs avicoles qui ne produisent pas leur propre fourrage.

Il est assez difficile de se faire une idée des répercussions qu'aura cette adaptation nécessaire de notre troupeau national aux possibilités fourragères du pays. Il y aura certainement des à-coups sur le marché du bétail qui devra être réglementé en conséquence pour les atténuer.

Le ravitaillement du pays en graisses comestibles. Pour assurer ce ravitaillement, le programme prévoit l'écémage partiel (2 pour

cent) du lait de consommation ordinaire (sauf pour les enfants, les mères qui allaitent, les malades), du lait donné aux veaux et d'une partie du lait employé actuellement à la fabrication du fromage gras.

Du troupeau laitier réduit à 700,000 vaches affouragées sans concentrés, on obtiendra ainsi 20,770,000 gm. de lait duquel on pourra tirer environ 5000 wagons de beurre contre un peu plus de 3000 actuellement.

Le total de 7400 wagons de graisse suffira ainsi amplement à la consommation du pays, la ration moyenne étant réduite à $\frac{2}{3}$ de la normale, très élevée chez nous (normalement de 23 kilos environ par tête de population et par an).

7. *Considérations générales.*

En raison de l'urgence, cette véritable « bataille de la production » sera plus dure chez nous qu'à l'étranger où elle a été préparée de longue date.

Mais si nous avons su lever un demi-million d'hommes pour la défense militaire du pays, nous devons pouvoir lever une armée également pour la défense de son économie tout aussi dangereusement menacée.

Cette armée économique devra aussi avoir :

a) Son état-major et ses officiers en la personne des autorités fédérales et cantonales responsables de la production de guerre qui doivent intensifier leur collaboration.

b) Ses sous-officiers, les agriculteurs d'élite, les anciens élèves des écoles d'agriculture, les chefs des offices de culture et autres fonctionnaires des communes qui doivent être formés à leur profession en suivant des cours techniques d'hiver.

Le programme de nos écoles d'agriculture doit être adapté à cette nouvelle tâche, d'entente avec l'Association des professeurs aux écoles d'agriculture avec les sections intéressées de l'Office de guerre pour l'alimentation. Dans chaque commune devra être créé un « comité de la production » subordonné aux instances cantonales et fédérales et sur lequel comité les autres fonctionnaires pourront s'appuyer.

c) Ses soldats, les paysans et leurs aides qui se sont déjà si bien battus, l'année dernière, au cours des manœuvres qui ont précédé la véritable bataille de la production à venir, c'est pourquoi ils ont droit à la reconnaissance de tout le pays. S'ils sont bien conduits, ils ne failliront pas. Ils devront être soutenus par une masse d' enrôlés dans le service civil obligatoire dont de nombreuses filles et femmes, véritables « Lottas » qui devront aider nos valeureuses paysannes à surmonter leur tâche accrue.

Inutile de dire que cette armée économique devra être pourvue de l'équipement nécessaire, machines, outils, tracteurs, chevaux. Dans les régions qui ont abandonné la culture depuis longtemps,

les vieilles charrues et autres machines aratoires devront être sorties du fond de leur hangar, remises en état, ce dont auront aussi à s'occuper les offices communaux de culture.

Cependant l'exploitation individuelle devra être surveillée de plus près pour en assurer la plus grande efficacité. Ce contrôle devra couvrir:

l'extension imposée des cultures,

les mesures prises pour assurer le ravitaillement de l'exploitation par ses propres produits dans les régions à culture fourragère actuellement exclusive,

le choix des cultures pour équilibrer la production selon les besoins de l'exploitation elle-même et les exigences du ravitaillement du pays en denrées alimentaires et en fourrages,

l'élimination des arbres fruitiers mal soignés.

Dans ce domaine, il y aura lieu de pouvoir compter sur la discipline librement consentie du producteur, basée sur la pleine compréhension de la situation du pays, et encouragée par la généralisation de concours de récoltes appropriées, qui reviendraient en quelque sorte à un système de prime de culture.

Mais, si bien menée que soit la bataille de la production par les paysans, elle ne suffira pas à assurer l'autarcie alimentaire du pays sans le concours des milieux urbains.

C'est ainsi qu'à côté des autorités municipales, les entreprises industrielles devront se faire un devoir de mettre à la disposition de leur personnel des lopins de terre pour y cultiver les pommes de terre et les légumes nécessaires.

Dans tout le pays devront être créées les possibilités de conservation de ces produits, en grand et en petit. Malgré l'apparente pléthore actuelle de produits de la culture maraîchère, à défaut d'importations, nous risquons fort d'en avoir pénurie dès le milieu de l'hiver.

Le lancement de ce plan massif d'autarcie alimentaire se heurte naturellement à l'interrogation (qui comporte un certain reproche à l'adresse des autorités responsables): « Pourquoi n'avoir pas exigé davantage jusqu'ici? » A quoi l'on répondra que, pas plus que l'individu, le peuple ni l'autorité ne peut « sauter par-dessus son ombre ». Durant la première année de guerre, toute l'énergie de la nation a été concentrée sur la défense militaire. Avoir alors surchargé le pays d'un plan de défense économique aussi intense eût été impossible et aurait même été à fin contraire du but recherché.

A la seconde question que tout expert doit se poser: « Le plan est-il réalisable? », on peut répondre que c'est une question de temps, de moyens et de volonté. Il n'y a pas un siècle qu'en Suisse, 46,3 pour cent des terres cultivées étaient emblavées et 53,7 pour cent étaient en prairies, comme on le demande aujourd'hui. Et cette proportion aurait été maintenue n'eût été la révolution agraire mondiale des années soixante. Ce sont donc des conditions

économiques et non pas naturelles qui ont engagé notre agriculture dans la voie de la production animale et laitière, à preuve nos rendements moyens en céréales qui sont par hectare les plus élevés du monde. Nous nous plaignons certes des précipitations trop fortes, mais elles sont plus supportables que la sécheresse des régions à blé de l'Amérique.

Soit dit, enfin, qu'actuellement déjà de très nombreuses communes de notre pays ont plus de 60 pour cent de leurs terres cultivables en céréales et en plantes sarclées, alors que d'autres, en Suisse orientale notamment, sont couvertes aujourd'hui de prairies et de vergers exclusivement, qui avaient 60 à 70 pour cent de leurs terres cultivables ouvertes dans les années 70.

La nouvelle révolution agraire ne s'accomplira certes pas en un jour ni sans un changement profond de la mentalité et un puissant effort de volonté d'une bonne partie de notre paysannerie. Mais elle est réalisable si les autorités civiles et militaires le veulent vraiment et si notre peuple en comprend la nécessité inéluctable pour le maintien de notre indépendance et de notre liberté. »

Les lésions de la peau causées par les ciments.

Par le D^r Professeur *L. Carozzi*.

L'industrie prépare les ciments au moyen de calcaires argileux naturels (ciments naturels) ou de mélanges artificiels renfermant les proportions voulues de calcaire et d'argile (ciments artificiels). Le ciment de laitier s'obtient au moyen du laitier de haut fourneau. Il est simplement additionné de chaux grasse ou faiblement hydraulique, préalablement éteinte, ou soumis à une nouvelle cuisson, après avoir été additionné de calcaire. Il y a encore le ciment de pouzzolane, les ciments mixtes, les « superciments » qui sont des ciments Portland spéciaux, à haute résistance et à prise rapide, etc.

La prise des ciments (et de la chaux) est due aux réactions chimiques qui se passent entre l'eau et les constituants des ciments (ou des chaux hydrauliques). La rapidité de la prise, au contact de l'eau, est plus ou moins grande selon les ciments et s'accompagne toujours d'une élévation de la température (qui dépasse 60°) en rendant parfois impossible un contact prolongé avec la peau de la main. Les ciments contiennent fréquemment de la potasse, du chlorure de Ca; parfois ils sont mélangés pour leur emploi avec un pour-cent plus ou moins élevé d'oxyde de Ca (50 pour cent et même davantage) qui jouerait un rôle essentiel dans l'éclosion de la maladie.

La différente composition des ciments explique les différences de morbidité des ouvriers que l'on constate dans les statistiques présentées par les auteurs.